

CHOMAGE, PRECARITÉ, EXPLOITATION: PAS DE SOLUTIONS TECHNIQUES À UN PROBLÈME POLITIQUE !

Le battage médiatique autour du **déficit de l'ASSEDIC** n'annonce rien d'autre que le renforcement à venir des politiques anti-sociales touchant l'ensemble des salariés. Comme pour les retraites et la Sécu, l'alibi est trouvé. Et on sait qui va payer . ENCORE UN DÉTOURNEMENT DE NOTRE SALAIRE DIFFÉRÉ!

Le **PLAN HARTZ**, récemment déployé en Allemagne, qui réduit l'allocation chômage de 60% , ramène la durée d'indemnisation à douze mois (au lieu de 32) et renforce les pressions sur les chômeurs (obligation d'accepter TOUT emploi), offre une perspective d'alignement inquiétante pour la prochaine convention UNEDIC de l'assurance chômage.

En France, fin 2004, les restrictions se traduisent déjà dans certains départements, par l'épuisement ou la non reconduction d'aides comme le dispositif de formation SIFE collectif, l'Aide au Retour à l'Activité des Femmes, Aide à la mobilité RMI... Par contre pour les aides à l'embauche dont bénéficient les patrons, ça va bien : on active à fond les dépenses ! Les dispositions coercitives, à l'égard des chômeurs et des bénéficiaires des minima sociaux, renforcent une politique globale de flexibilité et de baisse des salaires (qui peut tout simplement se traduire par un allongement du temps de travail au même tarif).

NOUS EN SUBISSONS TOUS LES CONSÉQUENCES DANS NOTRE QUALITÉ DE VIE ET NOTRE POUVOIR D'ACHAT.

Le **PLAN BORLOO** annonce le démantèlement du Service Public de l'Emploi par la décentralisation et la privatisation. Bientôt le secteur marchand se réglera de ses restes. Les vautours planent déjà au dessus de l'AFPA. L'Interim, les chambres du commerce, seront idéalement placées au sein des « Maison de l'Emploi » pour constituer des potentats locaux avec un droit de regard sur les conditions de formation, d'emploi et de travail, facilité par la mise à leur disposition du dossier intégral du demandeur. Le livret ouvrier est de retour, dans une version informatique cette fois! Parions que les suspensions d'allocation ne tarderont pas à se multiplier. En concurrence directe avec l'ANPE, MAATWERK (groupe néerlandais) et INGEUS (cabinet australien), avec le coût et les résultats qu'on connaît, espèrent faire leurs choux gras en bradant et pressurant les chômeurs que l'ASSEDIC leur confit. Les « chasseurs de prime » offrent l'avantage de contourner une éventuelle résistance des agents ANPE.

En effet le « relooking » de l'**ANPE** n'est pas que de façade. En interne les missions et les statuts des agents évoluent vers toujours plus de rentabilité et de gestion de la précarité. Toutes les activités sont contrôlées, telle une chaîne de production, pour le formatage du « producteur » comme du « client ». Pro-activité, Efficience, Reporting, Autonomie... ne sont que les métaphores NOVLANG de la logorrhée manageriale, pour : Productivité, Rentabilité, Soumission et Contrôle accrus! Tout comme « plan d'entreprise » signifie plan social à l'AFPA (600 suppressions d'emploi) et qu'un « contrat d'avenir » promet seulement 6 mois de CDD à un précaire !

Dans les agences, le conditionnement productiviste bat son plein (les chiffres d'abord! Et, si possible au rétroprojecteur...). Mais dans quel but? Les agents voient se « moderniser » (au sens où elles n'existaient pas avant) les contraintes concernant, l'évolution interne (barrages à tous les étages!), la prise de congés (délais de prévenance), « primatisation » d'une partie du salaire (portefeuille-client, prescriptions...), les mutations, les arrêts maladie, les restrictions budgétaires,... Pour quels nouveaux avantages, déjà? Les missions de service public sont de plus en plus externalisées. Pour quelle efficacité sociale, encore? Alors, « (x) Ne sait pas / Pas concerné(e) »? Ou bien « Merci d'avoir donné votre avis afin que nous puissions mieux vous (as)servir »? ...Comme dans les questionnaires « Qualité ».

Dans un contexte de casse du service public, de précarité croissante, tout est bon pour faire baisser nos salaires et détruire nos garanties sociales. Depuis des années, par notre travail, nous payons pour des erreurs de gestion privées. Et, on nous contraint à rationner toujours plus les nouilles afin qu'ils puissent continuer à déguster leur caviar! Leurs armes : chantage aux délocalisations, culpabilisation, chantage aux allocations. **ET SI CELA NE SUFFIT PAS, ILS NOUS BRAQUERONT AU RMA !**

PRECAIRES, CHOMEURS, SALARIES, DU PUBLIC ET DU PRIVE, ENSEMBLE, REPRENONS NOS DROITS ! Manifestation contre le chômage et la précarité SAMEDI 4 DECEMBRE 2004 14H Place Clichy (Paris)

CNT

-----Paris le 25/11/2004

Section **ANPE** syndicat **santé-social région parisienne** www.cnt-f.org/sante-social.rp
< 33 rue des vignoles 75020 Paris > < 06 88 81 26 47 > < sante-social.rp@cnt-f.org >

